

"Les actionnaires peuvent faire changer les pratiques dans les entreprises"

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE CLANCHÉ

CRÉÉ LE 01/09/2015 / MODIFIÉ LE 01/09/2015 À 15H41

Tweet

Réagir

S'abonner



Olivier de Guerre est président du groupe PhiTrust, société de gestion française qui promeut des investissements visant à concilier performance financière, bonne gouvernance, respect de l'environnement et cohésion sociale. Cette société développe notamment des stratégies d'engagement actionnarial en vue d'améliorer la gouvernance des entreprises cotées. Il sera présent aux **Etats généraux du christianisme** organisés par La Vie à Strasbourg du 2 au 4 octobre.

Qu'est ce que l'investissement socialement responsable ?

L'idée est apparue avant la Seconde Guerre mondiale. Les mormons américains voulaient exclure de leurs actifs les entreprises agissant dans l'armement, la pornographie, le jeu, et l'alcool. Cela a évolué à la fin des années 90. Les banques (plutôt gestionnaires d'actifs) ont cherché à définir des critères d'analyse extra-financier dans trois domaines : l'environnement, le social et la gouvernance.

Ainsi, des agences spécialisées - comme Vigeo ou Novethic en France – établissent des listes de fonds socialement responsables ou non, en évaluant leurs pratiques dans les trois domaines avec un système de notation. Dans le même esprit, Standard and Poor's vient de lancer un indice sur des critères de la morale catholique. Les notes peuvent évoluer. Ainsi avant la terrible pollution dans le

Golfe du Mexique en 2010 (1), BP (British Petroleum) était très bien noté pour ce qui est du risque environnemental par toutes les agences.

Comment des sociétés comme la vôtre construisent-elles des portefeuilles socialement responsables ?

Certaines prennent les sociétés les mieux évaluées dans l'ensemble des domaines. Comme toutes les entreprises du CAC40 sont bien notées, on les retrouve dans de nombreux portefeuilles socialement responsables. Une autre approche consiste à choisir des sociétés correspondantes à un critère précis. Ainsi, dans les années 2000, la Banque suisse Pictet a proposé un fonds d'investissement composé d'entreprises qui facilitaient l'accès à l'eau potable.

PhiTrust met en oeuvre une autre logique et pratique l'engagement actionnarial. Nous identifions des problématiques de gouvernance sociale et environnementale dans les entreprises. Plutôt que de nous en retirer si nous ne sommes pas satisfaits, nous allons discuter avec les dirigeants. Et s'ils sont prêts à nous écouter comme actionnaires, nous les privilégions dans nos portefeuilles.

Vous voulez faire changer les pratiques des sociétés dans lesquels vous proposez d'investir ?

C'est bien le rôle des actionnaires ! On peut le faire par notre vote. Si les dirigeants ne bougent pas, nous pouvons réaliser des coalitions d'actionnaires, poser des questions lors des assemblées générales et avancer des résolutions. Pour de meilleures pratiques. Nous sommes la seule société de gestion française à aller jusqu'au dépôt de résolution en assemblée générale.

Quels investisseurs font appel à vous ?

Principalement des institutionnels, notamment des caisses de retraites, compagnies d'assurance, et quelques gérants d'actif. Des fonds de pension du Nord de l'Europe ou anglo-saxons investissent la retraite de leur membres. Comme leur horizon se situe à plusieurs décennies, ils sont prêts à accompagner des évolutions sur le long terme. Les particuliers sont peu représentés. Nos fonds rapportent autant que ceux de nos concurrents. Nos clients ne perdent rien, et avec nous, ils ont plus qu'un simple produit financier.

Comment réagissent les entreprises que vous interrogez ?

Un tiers d'entre elles ne tient pas du tout compte de nos remarques. Un autre tiers se montre attentif, mais surtout pour éviter que nous propositions des résolutions gênantes lors des assemblées générales d'actionnaires. Parmi ces sociétés, certaines, in fine, tiendront compte de nos remarques. Enfin le dernier tiers, lui, est tout à fait réceptif. Souvent, après une première discussion forte. Quand on se connaît, on entame un dialogue.

Et vous arrivez à vos fins ?

Oui, mais le processus est long. Nous leur faisons prendre conscience de la nécessité d'évoluer. Certains sujets sont complexes. Dans l'environnement, on est dans le très long terme. En France comme en Grande-Bretagne, les actionnaires jouent un vrai rôle lors des assemblées générales. Bien plus qu'aux États-unis, où les Conseils d'administration concentrent tout le pouvoir. Pour autant,

comme les banques, assurances et sociétés de gestion qui nous sollicitent ont comme clients les grandes entreprises nationales, il est difficile de poser des questions sur le niveau de salaires des dirigeants, la gouvernance ou certains sujets environnementaux. Mais on sent une évolution positive.

Etes-vous actif également dans l'investissement social et solidaire ?

Oui, nous avons développé un fonds, Phitrust Partenaires, qui s'engage dans des entreprises répondant à un enjeu social actuel, comme l'insertion ou le logement. Nous avons mis en place une stratégie de capital risque en investissant dans de petits projets, pour leur donner plus de moyens. Ainsi, notre fonds compte dans son portefeuille une laiterie au Sénégal, mais aussi des entreprises d'insertion en France ou une société qui reconditionne des vieux ordinateurs avec un personnel composé de personnes en souffrance psychique. Dans ce domaine, certaines sociétés, comme laSIDI, structure d'investissement solidaire fondée par le CCFD Terre solidaire en 1983) ont choisi de ne pas verser de dividendes. Nos investisseurs prennent un risque et nous espérons leur verser à long terme une plus-value.

L'avenir est-il à cette forme d'investissement ?

Tout le monde a pris conscience que le sphère publique ne pouvait pas tout financer et qu'il fallait solliciter des fonds privés pour appuyer des projets répondant aux enjeux environnementaux et sociaux. Cela va se développer dans les années qui viennent.

Nous voyons des projets de qualité en quête de financement. Et, dans le même temps, des grandes entreprises s'intéressent à cette question. Nous les aidons dans cette voie. Ainsi naît un écosystème dans lequel tend à disparaître la séparation entre les entreprises sociales – « *celles qui font du bien* » et les autres - « *qui font du fric* ». Celles-ci créent des fonds d'investissement social (Danone, Schneider, Adidas) et, en parallèle travaillent à améliorer leurs manière d'agir en interne. On se rend compte que les pratiques des uns peuvent être utile aux autres pour se développer. Et résoudre les enjeux actuels de notre monde.

(1) Une explosion et un incendie sur la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon, gérée par British Petroleum, ont provoqué une vaste marée noire et coûté la vie à 11 salariés du site. Selon BP, le dernier dispositif de sécurité associé à la foreuse a lâché, rendant non opérationnelle la coupure de sécurité et les autres barrières empêchant le flux de pétrole de se vider dans la mer.



> Olivier de Guerre sera présent aux États généraux du christianisme, à Strasbourg du 2 au 4 octobre 2015, pour débattre sur le thème : « Innover, mais dans quel sens ? ». Inscrivez-vous dès maintenant (et gratuitement) en ligne !